

**Art. 21.** Dit décret treedt in werking op 1 januari 1993, met uitzondering van artikel 2 dat in werking treedt op de datum die door de Executieve wordt bepaald.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 21 december 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,  
B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 791

[S-C — 29131]

4 FEVRIER 1993

**Décret modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 87, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par les alinéas suivants :

« L'Exécutif fixe les règles des ajustements visés à l'alinéa 1er pour chacun des cours de chacune des sections ou unités de formation organisés dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou de régime 1.

Les règles d'ajustement doivent garantir le maintien de la structure des établissements dès qu'un nombre minimum d'élèves régulièrement inscrits au cours considéré est atteint. Ce nombre minimum est fixé chaque année par l'Exécutif.

Ces règles doivent, en outre, tenir compte, notamment, du nombre d'élèves réguliers du cours considéré.

Pour chaque section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou de régime 1, le rapport maximum entre les périodes générées et les périodes utilisées est fixé à deux. »

**Art. 2.** L'article 107 du même décret est complété comme suit :

« Par dérogation aux articles 88 et 89, pendant les six premières années, en ce compris l'année de leur création, ces établissements ne peuvent ni prêter, ni transférer des périodes à un autre établissement ou à un autre pouvoir organisateur.

Ultérieurement, le nombre maximum de périodes de la catégorie A et le nombre maximum de périodes de la catégorie B, éventuellement mis annuellement à la disposition de ces établissements durant les six années visées à l'alinéa 2, constituent une dotation que seuls ces établissements peuvent utiliser.

En cas de disparition d'un tel établissement ou de fusion avec un autre, la dotation visée à l'alinéa 3 s'éteint. »

**Art. 3. § 1er.** Dans l'article 111 du même décret, le § 3, modifié par le décret du 19 juillet 1991 portant certaines dispositions urgentes en matière d'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sous réserve des dispositions légales et réglementaires déterminant le caractère principal ou accessoire d'une fonction dans l'enseignement, l'expression « fonction principale » dans l'enseignement désigne la ou les fonction(s) à prestations complètes ou incomplètes, telle(s) que définie(s) dans l'un des deux alinéas suivants :

Un membre du personnel est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes lorsqu'il effectue, dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de plein exercice, d'enseignement secondaire à horaire réduit ou d'enseignement de promotion sociale organisé(s) ou subventionné(s) par la Communauté française, au moins le nombre minimum d'heures requis pour la fonction visée ci-dessus.

Lorsqu'un membre du personnel est titulaire d'une ou de plusieurs fonctions à prestations incomplètes, sa fonction principale est constituée, au maximum, du plus petit nombre entier d'heures nécessaires pour atteindre le traitement qu'il obtiendrait s'il effectuait des prestations complètes dans celle de ses fonctions à prestations incomplètes qui est la mieux rémunérée. »

§ 2. Dans le même article, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'Exécutif de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés ou agréés, là où l'agrément existe, à titre définitif en fonction principale les membres du personnel qui occupent un emploi de directeur, sous-directeur, chef d'atelier, surveillant-éducateur, professeur d'un établissement d'enseignement de promotion sociale.

1. Pour fixer les conditions de nomination ou d'agrément de nomination visées à l'alinéa 1er, l'Exécutif peut déroger, à titre exceptionnel :

1.1. Dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française :

— aux articles 1er, 4 et 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 mars 1967;

— aux dispositions du chapitre 5 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

— aux articles 31, 33, 38, 83, 84, 85, 86, 97, 98, 99, 100 et 113 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.

(1) Session 992-1993

Documents du Conseil. — Nos 71 — n° 1. — Projet de décret, n° 2. — Rapport.  
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 janvier 1993.

1.2. Dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française :

- aux dispositions du chapitre 5 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

- à l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale;

- à l'article 5 de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné.

1.2.1. Dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, il peut en outre être dérogé :

- à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 28 janvier 1971 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1969 relative à la pension de certains membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné;

- à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 février 1971 pris en exécution de la loi du 26 mars 1969 relative à la pension des membres du personnel directeur et enseignant ainsi que des surveillants-éducateurs des établissements libres d'enseignement technique.

1.2.2. Dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, il peut en outre être dérogé à :

- l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 31 août 1971 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1969 relative à la pension de certains membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné.

2. Pour bénéficier, à titre exceptionnel, des dérogations prévues par l'Exécutif, les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent :

- avoir occupé leur emploi sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1992 au moins;
- encore occuper cet emploi à la date visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 4 du présent article et que cet emploi soit justifié, s'il y a lieu, sur la base des dispositions du titre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale ou sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale.

Toutefois, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale qui étaient, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1992, titulaires d'un emploi de surveillant-éducateur et qui occupent un emploi d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction sont considérés comme satisfaisant aux deux conditions précédentes en vue de leur nomination en qualité de surveillant-éducateur.

En outre :

2.1. Dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les membres du personnel visés au nouveau § 4 de l'article 111 du décret du 16 avril 1991 doivent :

2.1.1. pour les fonctions de promotion :

- soit occuper cet emploi sans interruption depuis le 30 juin 1987;
- soit remplir les conditions suivantes :
  - a) être titulaire à titre définitif d'une nomination dans l'enseignement de la Communauté française;
  - b) compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de six ans au moins dans la fonction pour laquelle ils sont titulaires de la nomination visée ci-dessus;
  - c) compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de service de dix ans au moins, pour des services rendus à partir de 24 ans;

2.1.2. pour les fonctions de sélection :

- soit occuper cet emploi sans interruption depuis le 30 juin 1987;
- soit remplir les conditions suivantes :
  - a) être titulaire à titre définitif d'une nomination dans l'enseignement de la Communauté française;
  - b) compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de six ans au moins, pour des services rendus à partir de 24 ans;

2.1.3. pour les fonctions de recrutement :

- remplir les conditions 1, 2, 3, 4, 7 et 8 de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;
- compter, au 30 septembre 1992, 1200 jours de service dans l'enseignement organisé par l'Etat, actuellement par la Communauté française, dont au moins 600 jours dans l'enseignement de promotion sociale, à partir de 22 ou de 24 ans suivant que la fonction est exercée dans l'enseignement secondaire inférieur ou dans l'enseignement secondaire supérieur ou supérieur.

2.2. Dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, les membres du personnel visés au nouveau § 4 de l'article 111 du décret du 16 avril 1991 doivent :

2.2.1. pour la fonction de directeur ou de sous-directeur : compter une ancienneté de service de deux ans au moins, à partir de l'âge de 26 ans, dans l'enseignement de promotion sociale subventionné;

2.2.2. pour la fonction de chef d'atelier : compter une ancienneté de service de deux ans au moins, à partir de l'âge de 24 ans, dans l'enseignement de promotion sociale subventionné;

2.2.3. pour la fonction de professeur : compter, dans l'enseignement de promotion sociale subventionné, une ancienneté de service de deux ans au moins, à partir de l'âge de 24 ans ou de 26 ans suivant que la fonction est exercée dans l'enseignement secondaire inférieur ou dans l'enseignement secondaire supérieur ou supérieur;

2.2.4. pour la fonction de surveillant-éducateur : compter une ancienneté de service de deux ans au moins, à partir de l'âge de 22 ans, dans l'enseignement de promotion sociale subventionné. «

Art. 4. L'article 115 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« L'ajustement de la dotation de périodes relatif aux cours organisés dans le cadre de ces conventions se fait au prorata des périodes prélevées dans la dotation pour l'organisation de ces cours.

Le nombre de périodes-élèves relatif à ces cours est calculé suivant les dispositions de l'article 106 du décret susvisé. »

Art. 5. A l'article 120 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« Celle-ci sera soumise à l'autorité d'un administrateur pédagogique, chargé par ailleurs de la gestion pédagogique de l'enseignement de promotion sociale. »

2. L'alinéa suivant est ajouté :

« De même, l'Exécutif est autorisé à nommer, à la même date que les inspecteurs visés à l'alinéa précédent, dans l'emploi qu'il crée dans la fonction principale d'administrateur pédagogique, l'inspecteur qui est chargé, à la date du 30 juin 1991, de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 6.** L'article 19, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le vice-président est l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 7.** L'article 131, alinéa 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les articles 9, 13 et 14 du même arrêté royal sont abrogés à la date du 1er septembre 1992. »

**Art. 8.** L'article 132 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« A la date du 1er septembre 1992 l'arrêté royal n° 64 du 20 juillet 1982 fixant les minima de population scolaire de certaines sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 est abrogé. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 1993.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

VERTALING

N 93 — 791

[S-C — 29131]

**4 FEBRUARI 1993. — Decreet**  
**tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 87, 2e lid, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt door volgende leden vervangen :

« De Executieve bepaalt de regels voor de in het 1e lid bedoelde aanpassingen voor elk van de leergangen van de afdelingen of opleidingseenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of 2.

De aanpassingsregels moeten het behoud van de structuur van de inrichtingen waarborgen zodra een minimumaantal regelmatig ingeschreven leerlingen voor de betrokken leergang bereikt is. Dit minimum wordt jaarlijks door de Executieve bepaald.

Die regels moeten ook rekening houden met het aantal regelmatige leerlingen van de betrokken leergang.

Voor elke afdeling of opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of 1 wordt de maximumverhouding tussen de beschikbare en de gebruikte lestijden vastgesteld op 2 ».

**Art. 2.** Artikel 107 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van de artikelen 88 en 89 mogen die inrichtingen gedurende de eerste 6 jaren met inbegrip van het jaar van hun oprichting, geen lestijden lenen of overdragen aan een andere inrichting of inrichtende macht.

Nadien maken het maximumaantal lestijden van categorie A en dat van categorie B, eventueel ter beschikking gesteld van die inrichtingen tijdens de het in 2e lid bedoelde 6 jaren, een dotatie uit die alleen die inrichtingen mogen gebruiken. Mocht een van die inrichtingen verdwijnen of met een andere fuseren, dan vervalt de in het 3e lid bedoelde dotatie ».

**Art. 3. § 1.** In artikel 111 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991 houdende dringende bepalingen inzake onderwijs, wordt § 3 vervangen door onderstaande bepaling :

« § 3. Onder voorbehoud van de wets- en reglements-bepalingen inzake hoofdamt en bijbetrekking in het onderwijs, bedoelt men met hoofdamt het of de ambten met al dan niet volledige prestaties, bepaald in één van de 2 volgende leden :

Een personeelslid is titularis van een hoofdamt met volledige prestaties wanneer hij in een of meer inrichtingen met volledig leerplan, inrichtingen voor secundair onderwijs met beperkt leerplan of onderwijs voor sociale promotie, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ten minste het minimumaantal uren voor bovenbedoeld ambt presteert.

Wanneer een personeelslid titularis is van een of meer ambten met onvolledige prestaties, dan bestaat zijn hoofdamt ten hoogste uit het kleinste geheel getal uren vereist voor de wedde die hij zou genieten als hij volledige prestaties verstrekte in zijn best bezoldigd ambt met onvolledige prestaties.

(1) Zitting 1992 — 1993 :

Documenten van de raad. — nr. 71, nr. 1. Ontwerp van decreet. — nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 januari 1993.

§ 2. Aan hetzelfde artikel wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalt de datum en de voorwaarden waarop de personeelsleden die een betrekking bekleden van directeur, onderdirecteur, werkmeester, studiemeester-opvoeder, leraar aan een inrichting voor sociale promotie kunnen vast benoemd of erkend worden, daar waar de erkenning bestaat, in een hoofdamt.

1. Om de voorwaarden voor de benoeming of erkenning van een benoeming, bedoeld in het 1<sup>e</sup> lid, te bepalen, kan de Executieve bij wijze van uitzondering afwijken :

1.1. In het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs voor sociale promotie

— van de artikelen 1, 4 en 5 van de wet dd. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd bij de wet d.d. 31 maart 1967;

— van de bepalingen van hoofdstuk 5 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

— van de artikelen 31, 33, 38, 83, 84, 85, 86, 97, 98, 99, 100 en 113 van het koninklijk besluit dd. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsmede van de besluiten die ter uitvoering hiervan werden genomen.

1.2. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie :

— van de bepalingen van hoofdstuk 5 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van hoger onderwijs;

— van artikel 6 van het koninklijk besluit dd. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie;

— van artikel 5 van het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs.

1.2.1. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie kan afgeweken worden van :

— artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 28 januari 1971 genomen ter uitvoering van artikel 2 van de wet d.d. 11 juli 1969 betreffende de pensioenen van sommige leden van het personeel van het Rijksonderwijs en van het gesubsidieerd onderwijs;

— van artikel 1 van het koninklijk besluit dd. 22 februari 1971 genomen ter uitvoering van de wet d.d. 26 maart 1969 betreffende de pensioenen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel alsmede van de studiemeesters-opvoeders van de vrije inrichtingen voor technisch onderwijs.

1.2.2. In het gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie kan er bovendien afgeweken worden

— van artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 31 augustus 1971 genomen ter uitvoering van artikel 2 van de wet d.d. 11 juli 1969 betreffende de pensioenen van sommige leden van het personeel van het Rijksonderwijs en van het gesubsidieerd onderwijs.

2. Om bij wijze van uitzondering, de door de Executieve bepaalde afwijkingen te genieten, moeten de in lid 1 bedoelde personeelsleden

— hun betrekking sinds ten minste 1 oktober 1992 ononderbroken bekleed hebben;

— deze betrekking nog bekleden op de in lid 1 van § 4 van dit artikel bedoelde datum mits deze betrekking wordt gerechtvaardigd op grond van de bepalingen van titel II van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie op grond van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie.

De leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie die vóór 1 oktober 1992 titularis van een betrekking van studiemeester-opvoeder waren en die een betrekking van opvoeder-huismeester of van directiesecretaris bekleden, worden echter geacht de twee voorafgaande voorwaarden te vervullen met het oog op hun benoeming als studiemeester-opvoeder.

Bovendien :

2.1. moeten in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs voor sociale promotie de in de nieuwe § 4 van artikel 111 van het decreet d.d. 16 april 1991 bedoelde personeelsleden :

2.1.1. voor de bevorderingsambten :

— deze betrekking ononderbroken sinds 30 juni 1987 bekleden, of

— voldoen aan volgende voorwaarden

a) vast benoemd zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

b) op 30 september 1992 een anciënniteit van minstens zes jaar tellen in het ambt waarvoor zij titularis van bovenbedoelde benoeming zijn;

c) op 30 september 1992 een dienstanciënniteit van minstens tien jaar tellen voor de vanaf 24 jaar bewezen diensten;

2.1.2. voor de selectieambten :

— deze betrekking sinds 30 juni 1987 ononderbroken bekleden, of

— volgende voorwaarden vervullen :

a) vast benoemd zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

b) op 30 september 1992 een anciënniteit van minstens zes jaar tellen voor de vanaf 24 jaar bewezen diensten;

2.1.3. voor de wervingsambten :

— aan de voorwaarden 1, 2, 3, 4, 7 en 8 van artikel 33 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 voldoen;

— op 30 december 1992, 1200 dagen anciënniteit tellen in het door de Staat, thans door de Gemeenschap ingericht onderwijs, waarvan minstens 600 dagen in het onderwijs voor sociale promotie, vanaf 22 of 24 jaar naargelang het ambt uitgeoefend wordt in het lager secundair onderwijs of in het hoger secundair of hoger onderwijs.

2.2. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie moeten de in de nieuwe § 4 van artikel 111 van het decreet van 16 april 1991 bedoelde personeelsleden :

2.2.1. voor het ambt van directeur of onderdirecteur een anciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 26 jaar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie;

2.2.2. voor het ambt van werkmeester een dienstanciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 24 jaar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie;

2.2.3. voor het ambt van leraar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie een dienstanciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 24 of 26 jaar naargelang het ambt uitgeoefend wordt in het lager secundair onderwijs of in het hoger secundair of hoger onderwijs;

2.2.4. voor het ambt van studiemeester-opvoeder, een dienstanciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 22 jaar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 4. Artikel 115 van hetzelfde decreet wordt met onderstaande leden aangevuld :

« De aanpassing van de lestijdendotatie voor de leergangen georganiseerd ingevolge die overeenkomsten gebeurt naar rata van de lestijden, opgenomen uit de dotatie voor de organisatie van die leergangen.

Het aantal lestijden-leerlingen voor die leergangen wordt berekend overeenkomstig artikel 106 van voormeld decreet ».

Art. 5. Artikel 120 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt gewijzigd als volgt :

1. Het le lid wordt aangevuld als volgt :

« Deze staat onder het gezag van een opvoedkundig beheerder, ook belast met het opvoedkundig beheer van het onderwijs voor sociale promotie ».

2. Onderstaand lid wordt toegevoegd :

« Zo ook mag de Executieve op dezelfde datum als voor de in vorig lid bedoelde inspecteurs, de inspecteur op 30 juni 1991 belast met de coördinatie van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie, benoemen in de betrekking die ze opricht in het hoofdamt van opvoedkundig beheerder ».

Art. 6. Artikel 19, 2e lid, van voormeld decreet wordt door onderstaand lid vervangen :

« De ondervoorzitter is de opvoedkundig beheerder van het onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 7. Artikel 131, 3e lid, van voormeld decreet wordt door onderstaand lid vervangen :

« De artikelen 9, 13 en 14 van hetzelfde koninklijk besluit worden op 1 september 1992 opgeheven ».

Art. 8. Artikel 132 van hetzelfde decreet wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« Op 1 september 1992 wordt het koninklijk besluit nr. 64 d.d. 20 juli 1982 tot vaststelling van de schoolbevoelingsminima voor sommige afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, opgeheven ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mme DE GALAN

F 93 — 792

4 FEVRIER 1993. — Décret portant statuts de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'Académie royale de langue et de littérature françaises, appelée ci-après l'Académie, jouit de la personnalité civile et a son siège à Bruxelles.

Art. 2. L'Académie se consacre à l'étude, à la pratique et à la promotion de la langue et de la littérature françaises.

L'Académie donne son avis dans les domaines de son ressort, de sa propre initiative, à la demande de l'Exécutif de la Communauté française, ci-après dénommé « l'Exécutif » ou à celle de tout autre pouvoir public.

Art. 3. L'Académie peut être associée à toute initiative prise en vue de promouvoir la langue et la littérature françaises.

Elle peut être chargée par la Communauté française de représenter celle-ci auprès des institutions internationales.

Art. 4. L'Académie accueille, suscite et récompense les travaux relatifs à ses différentes missions. Elle prend à cet égard toute initiative qu'elle juge utile.

L'Académie peut instituer des concours dont elle arrête les règlements particuliers.

Elle publie les travaux de ses membres et ceux des chercheurs et des écrivains qui lui paraissent les plus remarquables. Elle publie un annuaire, un bulletin ainsi que tous ouvrages ou mémoires intéressant la littérature, l'histoire littéraire ou la philologie. Elle a la charge d'assurer la publication régulière de la Bibliographie des écrivains de la communauté française de Belgique.

(1) Session 1992-1993.